

Rapport de la mission de mise à jour du contexte humanitaire dans la Zone de Santé de Kimbi-Lulenge, Territoire de Fizi, Sud-Kivu Du 29 novembre au 15 décembre 2021

Contexte situationnel de la mission

Depuis le mois de septembre 2021, plusieurs alertes font état de détérioration de la situation de protection des civils et de limitation d'accès humanitaire sur les deux principaux axes de la zone de santé de Kimbi-Lulenge. Il s'agit des axes menant vers le Tanganyika (Lulimba-Misisi-Butale-Katchemba-Lubichako-Ngalula-Makungu-Nyangi) et le Maniema (Lulimba-Maindombe-Kayumba-Kagembe-Kilembwe).

Des analyses faites au niveau interne et des différents forums humanitaires de Baraka-Fizi-Uvira, il s'est dégagé que cette situation ne compte pas s'améliorer dans les prochaines semaines en raison notamment de la montée des tensions entre la milice TWA et les forces armées congolaises d'une part, et d'autre part la forte présence des éléments en armes actifs dans cette entité sanitaire. Suite à leurs activités, la population civile de cette contrée est de plus en plus victime de nombreux abus et actes de violation de droits de la personne humaine.

Dans leurs velléités de conquête et d'extension des zones d'influence, ces acteurs armés s'affrontent, entraînant d'importantes vagues de déplacement des populations. Malgré le calme relatif observé en ce début du mois de novembre 2021, on assiste à la persistance des tensions liées principalement au rapport de coexistence difficile entre les parties en présence dans la région. Cette situation accroît les risques potentiels de nouvelles flambées des violences pouvant déboucher à la limitation de l'accès humanitaire dans la zone. C'est dans cette optique que OCHA a organisé cette mission, afin de procéder à la mise à jour de la situation des déplacés et de renforcer les mécanismes de veille humanitaire dans la zone.

Environnement sécuritaire et accès humanitaire

Durant toute la mission, il n'a été observé aucun incident sécuritaire de nature à perturber les activités planifiées dans les deux axes. Sur l'axe Lulimba-Nyangi, le climat sécuritaire est jugé par les autorités, les populations civiles et les acteurs humanitaires comme s'étant largement amélioré au cours des derniers mois en raison de la baisse de méfiance observée entre les FARDC et les groupes armés Mai-Mai. Les acteurs humanitaires ont mentionné n'avoir fait l'objet d'aucune menace ou pression venant des acteurs armés de tous bords (FARDC, PNC, Mai-Mai). Il y a lieu cependant de déplorer la présence de barrières payantes à différents endroits ; chaque passant à moto est obligé de payer une somme de 1000FC à la barrière. Logistiquement, l'axe routier Lulimba-Nyangi (47 km) connaît d'importantes dégradations à différents endroits. On y observe plusieurs déviations occasionnées par les mouvements importants de camions vers Nyangi et Kalemie.

Sur l'axe Lulimba-Kilembwe (120km), en passant par les localités de Kasanga, Kabeya et Penemende (Territoire de Kabambare), la situation sécuritaire demeure également calme. La dernière incursion d'une faction des Mai-Mai remonte du 15 au 18 septembre 2021, au centre de Kilembwe. Elle s'est soldée par des pillages au marché central de Kilembwe, ainsi qu'un court déplacement de quelques ménages vers la brousse. Depuis lors, le climat sécuritaire s'est nettement amélioré. Il y a lieu de relever que, contrairement au premier axe où l'on observe une cohabitation entre les porteurs d'armes, il a été noté une relative méfiance entre les FARDC et les groupes armés de la zone. Ce climat pourrait être à la base de tensions, en cas d'incident entre les porteurs d'armes. Toutefois, nombreux interlocuteurs considèrent que la probabilité d'une reprise de violence est faible à court terme, en raison de l'implication des leaders locaux pour apaiser la zone. Sur le plan logistique, les travaux en cours (par une société partenaire de Banro Mining) pourront améliorer davantage l'accès physique sur l'axe au cours des prochains mois vers Kilembwe et Salamabila (Kabambare).

Pendant la mission, OCHA a organisé neuf séances de promotion des principes humanitaires à l'intention des leaders communautaires, des dirigeants locaux et autres acteurs en vue de la préservation de l'espace humanitaire. Elles ont été conduites dans les localités ci-après : Lulimba, Lubichako I et II, Tulonge, Ngalula, Nyangi, Maindombe, Kayumba et Kilembwe. Ces séances ont permis à l'équipe de la mission de nouer des contacts et d'établir des points focaux dans la zone. Ces derniers ont été sensibilisés sur le travail humanitaire et la manière dont ils peuvent contribuer à faciliter l'acceptance et l'accès de l'assistance humanitaire internationale dans cette entité sanitaire.

Analyse des besoins et des réponses humanitaires

Mouvements de populations

Les chiffres ci-dessous montrent l'évolution des déplacements de populations, selon les différentes alertes remontées à OCHA par les partenaires et les points focaux humanitaires de la zone. Comme mentionné ci-après, les données collectées au cours de la mission font état de plus de 46 490 personnes déplacées.

Axe Lulimba-Nyangi

#	Villages/Aires de santé	Ménages déplacés	Personnes déplacées
1	Butale	481	2644
2	Lubichako	1599	8498
3	Lulimba	1148	6314
4	Ngalula	892	4535
5	Nyangi	813	4474
Total		4 933	26 465

Axe Lulimba-Kilembwe

#	Villages/Aires de santé	Ménages déplacés	Personnes déplacées
1	Maindombe	752	4136
2	Kayumba	211	1161
3	Kilembwe	368	2024
Total		1 331	7 321
Cause du déplacement : conflit armé dans les Hauts Plateaux de Minembwe/Territoire de Fizi			

Cause du déplacement : conflit armé et insécurité dans le Maniema/Territoire de Kabambare et dans le Tanganyika/Territoire de Kalemie

Autres axes hébergeant les déplacés qui n'ont pas été visités au cours de la mission

#	Villages/Aires de Santé	Ménages déplacés	Personnes déplacées
1	Bibizi	146	800
2	Katupu	176	968
3	Kihungwe	159	874
4	Kimaka	146	802
5	Lumbwe	185	1020
6	Lusilu	234	1285
7	Makola	70	385
8	Mayimoto	292	1605
9	Namukala	215	1181
10	Nessani	264	1415
11	Sanga	192	1057
12	Sungwe	164	901
13	Tchonwe	75	411
Total		2 318	12 704

Alertes Ehtools Mouvements de populations

#	N°ID	Période de l'alerte	Liens alertes
1	ID 4148	14/12/2021	Alerte ehtools
2	ID 4082	20/10/2021	Alerte ehtools
3	ID 4047	22/09/2021	Alerte ehtools
4	ID 4021	19/08/2021	Alerte ehtools
5	ID 3971	29/06/2021	Alerte ehtools

Cause du déplacement : conflit armé dans les Hauts Plateaux de Minembwe

Commentaire : en raison de la persistance des violences tant dans le Maniema (conflit Twa vs FARDC) que dans les Hauts Plateaux de Minembwe (zone frontalière entre les ZS de Kimbi-Lulenge et de Minembwe), les retours dans les prochains 3 mois sont considérés par les déplacés comme incertains. Il est donc à prévoir que ces populations déplacées continueront d'exercer une pression sur les communautés hôtes. Ces dernières se sentent essouffées. Elles ont besoin d'une assistance immédiate aux besoins ci-dessous, pour alléger le poids que représente la présence des déplacés.

Assistance alimentaire

Les besoins en vivres ont été listés en priorité par les communautés, dans toutes les localités visitées. Cela est justifié par les facteurs majeurs suivants :

- La faible production du manioc et des bananes (aliments de base) suite à la mosaïque qui attaque les plantes. La carence des semences saines de boutures de manioc dans les zones d'accueil des déplacés ;
- Absence d'un projet de sécurité alimentaire dans la zone. La dernière intervention remonte au premier semestre 2021 sur l'axe Kilembwe et les environs (distribution de vivres aux déplacés et familles d'accueil) ;
- La présence des déplacés qui accroît la pression alimentaire dans les communautés, elles-mêmes déjà affectées par la carence des produits vivriers ;
- La persistance de l'insécurité dans les zones de provenance des déplacés, réduisant sensiblement les possibilités d'un retour immédiat. Les conditions d'accès physique qui influent sur les prix des denrées alimentaires.

[Recommandation](#) : distribution des vivres aux déplacés et des kits maraîchers aux familles d'accueil. Conduire une évaluation des besoins approfondie dans le secteur de la relance agricole.

Santé, Nutrition et Wash

La Zone de Santé comprend 23 Aires de Santé (seules 6 AS sont appuyées par l'aide internationale). Les interventions en santé restent faibles face à une demande croissante en soins de santé due à la présence des déplacés. Le CICR assure le soutien du Centre de Santé (CS) Lubichako. IMC (avec fonds USAID jusqu'en juin 2022) appuie les CS Lulimba, Butale, Ngalula, Maindombe, Kayumba et le CH Lulimba. Cette réponse est jugée insuffisante par le Bureau Central de la Zone de Santé (BCZ), si l'on considère le manque criant de médicaments dans les structures et la faible présence des partenaires médicaux dans la zone. Les effets du retrait de MSF au premier semestre 2021 de plusieurs Aires de Santé, continuent d'être ressentis au sein des communautés qui essaient de faire face au paiement des soins. Aussi, le BCZ a mentionné ses inquiétudes quant à la prise en charge des cas de malnutrition sur l'ensemble de la zone. Les facteurs sous-jacents sont : i) la sous-alimentation des ménages et les déplacements continus de populations.

Malgré les dernières interventions en Wash dans les deux axes (par Tearfund notamment), les besoins en eau sont considérés comme importants sur l'ensemble de la zone. Les adductions d'eau et les bornes fontaines nécessitent des réhabilitations urgentes au vu de la présence des déplacés. Pendant la mission, la ZS de Kimbi-Lulenge faisait face à une flambée de cas de choléra dans l'AS de Misisi. TPO avec les fonds DDC Suisse conduit des travaux de réhabilitation de l'adduction d'eau de Butale (approvisionnement en eau au CS) et de Tulongé (construite par le CICR il y a plus d'une année).

[Recommandation](#) : appui en médicaments, réhabilitations des CS et cliniques mobiles dans les zones qui hébergent les populations déplacées ; renforcement d'un système de référence des malades du 1^{er} niveau au 2^{ème} niveau des soins. Conduire une enquête nutritionnelle pour dégager les taux actualisés de la prévalence de la malnutrition.

Abris et Articles ménagers essentiels (AME)

Ces besoins sont également indiqués comme étant particulièrement importants. Les capacités d'accueil des familles hôtes sont visiblement dépassées. Certains déplacés sont obligés de louer des maisons ou de construire des abris de fortune au milieu de villages dans des espaces octroyés par les chefs de villages. Au cours de visites dans les sites et ménages, il a été constaté une promiscuité choquante de plusieurs familles déplacées. Aussi, au regard de nature des déplacements (en général réactifs), les déplacés ont témoigné avoir perdu leurs biens essentiels de ménage lors de leur déplacement, suite notamment au pillage par les acteurs armés. En novembre dernier, TPO (via projet UNIRR) a distribué des Kits AME à 1700 ménages déplacés dans les localités de Lulimba, Butale et Lubichako. Des gaps importants demeurent dans les mêmes zones et dans celles qui n'ont pas été touchées par l'intervention. Actuellement, AIDES (avec le soutien financier HCR pour une période de 3 mois), met en œuvre un projet de

construction des Abris transitionnels en faveur de 382 ménages déplacés et vulnérables de Lulimba, Butale et Kilembwe. A l'instar d'UNIRR, cette intervention est considérée comme faible au regard de l'immensité des besoins Abris dans la zone. Dans le cadre de la réponse aux désastres, la Caritas-Kasongo (avec fonds ECHO) est positionnée dans l'axe Lulenge. Cependant, le projet est encore dans la phase de préparation de la communauté à faire face aux différents types de désastres (catastrophes naturelles, mouvements de populations, etc.).

[Recommandation](#) : [En Abris](#) : renforcer la réponse en Abris en faveur des déplacés et les familles d'accueil. [En AME](#) : assistance en AME aux ménages déplacés.

Protection et Education

Dans les zones visitées, il a été souligné en particulier la problématique de barrières payantes. Malgré le plaidoyer mené par les autorités locales auprès de la hiérarchie militaire, la présence desdites barrières persiste. Aussi, les acteurs de protection ont indiqué leurs inquiétudes sur les risques d'exposition des femmes et filles aux violences sexuelles. La proximité avec les carrés miniers offre des conditions pour le sexe de survie et les travaux des enfants dans les sites miniers. A titre indicatif, les CS de Butale, Lubichako, Ngalula et Nyangi ont, au cours du seul mois de novembre, enregistré respectivement 7, 11, 9 et 7 cas de viol (dont 5 cas de filles mineures). Ces viols se sont déroulés lors du déplacement et dans les zones d'accueil. S'il est vrai que les survivantes (du moins celles qui se sont présentées aux CS) ont eu accès aux Kits PEP, il n'en demeure pas moins que la réponse GBV est incomplète dans d'autres volets. Les acteurs de protection que la mission a pu identifier dans la zone sont : TPO avec les fonds DDC Suisse /Protection enfance, IMC avec les fonds USAID/GVB, AVSI avec l'appui financier HCR/Protection communautaire, ACAD avec le soutien financier UNICEF/Protection Enfance.

L'accès à l'école pour les enfants déplacés est critique. Les infrastructures sont en général dans les conditions précaires. Les salles de classe sont pléthoriques et n'offrent pas les conditions d'un apprentissage aisé des enseignements. Les enfants déplacés manquent des intrants scolaires. L'exigence de paiement des frais limite également l'accès à l'école. TPO avec les fonds DDC Suisse intervient dans deux écoles primaires (à Lulimba et à Misisi). Il s'agit des réhabilitations de salles de classe et construction de latrines.

[Recommandation](#) : [Protection](#) : plaidoyer pour la levée des barrières payantes ; interventions en matière de protection/prévention contre les violences sexuelles et abus contre les mineurs. Assistance en cash aux femmes en risque de protection. [En Education](#) : assistance en kits scolaires aux enfants déplacés et vulnérables dans les zones d'accueil ; réhabilitations/construction d'urgence des salles de classe et appui des kits enseignants.

Autres considérations humanitaires

Faisabilité des transferts monétaires

La zone couverte par la mission offre d'importantes possibilités pour des interventions monétaires. Il s'agirait d'une option viable pour une assistance urgente aux déplacés, qui, dans leur grande majorité, n'ont pas bénéficié des réponses humanitaires en nature depuis leur arrivée dans la zone, il y a plus de deux mois. Il est essentiel de souligner que la zone connaît la présence de marchés opérationnels, tels que ceux de Lulimba, Misisi, Lubichako, Nyangi et Kilembwe, capables de résorber de masses importantes de cash. A cet effet, la mission recommande les analyses de faisabilité cash.

Accès des déplacés à la terre pour des activités agricoles

La mission a noté la volonté des chefs de villages et des chefs traditionnels à mettre à la disposition des déplacés, des espaces pour l'aménagement des sites et les activités champêtres. Il existe de vastes étendues de terre cultivables à négocier en faveur des déplacés, afin d'exercer des activités de culture maraîchère et/ou vivrière.

Possibilité de concilier les activités d'urgence et celles en lien avec la résilience

Etant essentiellement des zones d'accueil des déplacés, une stabilité sécuritaire perdure dans la zone depuis près d'une année, en dépit de la présence des groupes armés. Il est à prévoir que cette stabilité puisse perdurer au cours des six prochains mois. Ainsi, des projets de résilience (aux côtés des interventions humanitaires) visant à renforcer les moyens de subsistance des communautés peuvent être envisagés dans la région. Des analyses approfondies dans le secteur sont fortement encouragées à l'intention des partenaires.